L'Anarcho-Syndicaliste n°55
octobre 1985
Organe de l'Union des Anarcho-Syndicalistes

PRÉCISION: PAS D'ORGANISATION ANARCHISTE SANS BASES THÉORIQUES...

Les trois camarades qui ont pris l'initiative de diffuser le texte du *Monde Libertaire* et de susciter une large discussion nous ont fait l'amitié de nous adresser leur circulaire.

Il n'apparait pas d'emblée que nous soyons concernés par un débat qui se présenterait sous la forme d'un règlement de comptes entre la *Fédération Anarchiste* «organisationnelle» qui aurait réussi à *«unifier le mouvement libertaire dans l'action, la réflexion et l'organisation»* et une «mouvance» enlisée dans *«l'autonomie unitaire anti-organisationnelle»*, l'U.A.S. ne s'étant jamais réclamée ni de la F.A. ni d'aucune mouvance.

Il semble d'ailleurs que l'auteur de l'article du M.L. - *«Anatomie de la mouvance Libertaire»* - qui cite *«l'Anarcho»* (éphémère et débile dégénérescence de *«l'Anarcho-syndicaliste»*) ne connaisse rien de l'U.A.S. qui fut largement antérieure à *«l'Anarcho»* et lui a survécu. A moins que ce camarade ne sache où nous classer dans son schéma qui inscrit toute la mouvance dans ce qu'il appelle le *«nouveau mouvement social de l'après 68»*. Il est vrai que nous avons constamment combattu ce qu'il prend pour un nouveau mouvement social et qui, notamment autour du thème de l'autogestion, reprend les vieilles lunes du corporatisme et du catholicisme social. Sur ce thème, il faut bien dire que les différences d'appréciation entre la mouvance de la F.A. ne nous ont pas paru évidentes et qu'indéniablement les uns et les autres ont plus ou moins plongé dans le panneau. Tant mieux si les mystifications s'estompent aujourd'hui!

Le terme de *«mouvance»* lui-même appartient à ce vocabulaire néosocialiste où il a remplacé le terme péjoratif de *«crypto».* Il convient à ce qui gravite autour du P.C. et du P.S., de l'Église. Par contre, on dit *«mouvement»* ouvrier et *«mouvement»* anarchiste, desquels nous nous réclamons indissociablement. C'est pourquoi nous sommes intéressés par l'initiative des camarades qui appellent à *«une clarification dans le mouvement anarchiste».*

A l'U.A.S., où nous nous définissons non comme les adeptes d'une doctrine anarcho-syndicaliste à la mode Besnard ou C.N.T. mais comme des anarchistes militants dans les syndicats de masse selon la tradition de Pelloutier, ce besoin d'une clarification nous est apparu depuis longtemps. Nous dirons même que nous arrivons aujourd'hui à un tournant qui concerne tout le mouvement anarchiste de son avenir, ce dont J.M. Raynaud, l'auteur de M.L., ne semble pas avoir une conscience aiguë. Ce qui nous interpelle beaucoup plus que son article, ce sont les 3 millions de chômeurs, les 300.000 *«fins de droits»* voués à la clochardisation, les jeunes acculés au désespoir ou à la délinquance, la paupérisation progressive de ceux qui ont *«le privilège»* de travailler, les drames individuels et familiaux y compris dans des couches moyennes qui se croyaient en sécurité, les menaces qu'un consensus politique de *Salut National* fait peser sur nos libertés. Il faut l'admettre, le mouvement anarchiste ne présente pas actuellement une analyse très rigoureuse de la situation et ne propose pas de perspectives immédiates ou à terme susceptibles d'entraîner les travailleurs victimes de la crise et les jeunes désillusionnés par les partis de gauche. Et si nous nous efforçons, en réponse à l'appel de Pelloutier aux anarchistes, d'être dans les syndicats, les meilleurs ou parmi les meilleurs défenseurs des acquis ouvriers, les camarades que nous cotoyons ne comprennent pas forcément le plaisir délétère que nous prenons dans une référence à l'Anarchie dont ils ne connaissent que les définitions vulgaires infligées par nos adversaires de toutes sortes. Cette crise de la pensée anarchiste a hypothéqué le développement potentiel de l'U.A.S., elle handicape le développement de toutes les tendances et de toutes les organisations du mouvement anarchiste, sans exception.

Nous ne croyons pas que le *«schéma structuré»* proposé par les trois camarades ni l'Assemblée Générale qu'ils envisagent suffisent à restructurer la pensée anarchiste. Eux non plus, sans doute. Du moins auront-ils eu le mérite d'une initiative qui répond au besoin du *Mouvement.* Certes, la critique des illusions *«Alternatives»* sous-jacente au *Plan de travail* et à l'article du M.L., constitue déjà un élément d'éclaircissement.

Mais l'évocation du slogan *«changer la vie»* sur lequel le chrétien J. Delors avec ses amis de la C.F.D.T. et le socialiste national Mitterrand axèrent leur campagne en 81 ne semble pas de nature à faire progresser les idées, pas plus que l'incantation à la *Révolution sociale* commune à l'article du M.L. et au plan de travail qui met à l'ordre du jour l'agitation permanente et la tentative insurrectionnelle.

Nous ne sommes pas plus poltrons que d'autres et l'évocation d'une révolution n'engendre pas chez nous la panique qu'elle suscite parmi d'autres courants du mouvement ouvrier. Mais nous ne parlons de cette chose-là qu'avec une extrême gravité. Car l'histoire nous a appris que la révolution trouve en face d'elle des ennemis résolus qui consentent rarement à fraterniser, que l'insurrection ne prend pas la forme d'une fête, mais celle d'une guerre civile avec effusion ou bain de sang, que la victoire des révolutions n'est pas une règle et que quiconque parle de *Révolution* doit penser contre-révolution. Autrement dit, la mise à l'ordre du jour de la *«tentative insurrectionnelle»* est une question qui tournera vite autour de contingences matérielles déterminantes concernant les effectifs et armements, desquelles nous sommes prêts à discuter avec le plus grand sérieux.

Allons plus loin. En admettant que nous ayons vaincu l'armée et la police, les groupes contre-révolutionnaires, les partis bourgeois, le P.C., le P.S., les catholiques de tous poils, les problèmes de gestion se poseront sur les barricades encore fumantes à tous, d'abord, l'enterrement des morts et les dispositions sanitaires, puis l'organisation du ravitaillement, sans compter la stratégie militaire (toujours à cause de la contre-révolution)... C'est ainsi qu'à travers un ensemble de décisions et un réseau d'instances chargées de les prendre ou de les faire exécuter se constitue un nouvel état... ouvrier évidemment, dont le caractère sera plus ou moins déterminé par les anarchistes à condition qu'ils soient là et qu'ils y aient réfléchi avant.

C'est pourquoi l'incantation révolutionnaire ne saurait remplacer l'effort de renouvellement de la pensée anarchiste, abandonné depuis un demi-siècle, et qui confrontera nos grandes bases théoriques avec l'analyse de la société actuelle:

- la lutte de classes moteur de l'histoire,
- l'État instrument de coercition aux mains d'une classe dirigeante,
- les différentes formes d'États et la dose de libertés démocratiques qui les caractérise,
- la démocratie représentative des jacobins et la démocratie participative des néo-corporatistes,
- la signification politique de la *«décentralisation»* et ses conséquences sur les libertés, sans oublier les grands thèmes philosophiques et politiques:
    - idéalisme ou matérialisme,
    - personnalisme ou individualisme,
    - centralisme et fédéralisme où, à l'expérience du syndicalisme français, verticalisme et horizontalisme,
    - rôles respectifs des partis et des syndicats, aujourd'hui, pendant et après la période révolutionnaire,
    - l'appropriation de la culture,
    - instruction publique ou Éducation Nationale,
    - l'explosion démographique et le néomalthusianisme...

sans oublier non plus les évolutions économiques, les effets de la décolonisation sur les conditions d'approvisionnement en énergie et matières premières, l'engorgement des marchés en fonction des pouvoirs de consommations, les blocages de la production qui en résultent, les conséquences sociales et politiques de la crise économique sur une planète verrouillée par la complicité efficiente de deux impérialismes contre toute révolution prolétarienne...

L'étude de ces sujets et de quelques autres ou leur remise à l'heure devrait permettre d'aborder par le bon bout des thèmes qui ont pris des dimensions idéologiques tels que le féminisme, la non-violence, l'écologie, le culte des communautés ethniques ou régionales, la *«révolution homosexuelle»*... qui procèdent d'épiphénomènes et qui, faute d'avoir été appréhendés dans leur contexte de lutte des classes, ont conduit par un dédale piégé jusqu'aux antipodes de nos principes.

C'est alors seulement qu'on pourra peut-être prétendre à une certaine unité du mouvement anarchiste et laisser ses différents courants (anarchistes communistes, anarcho-syndicalistes, etc...) élaborer des stratégies

qui ne seraient pas contradictoires. C'est alors aussi qu'on pourrait aborder le problème des actions communes avec d'autres composantes du mouvement ouvrier dans le cadre d'une orientation et d'un rapport de forces et non dans ce cadre idéologique où l'auteur du M.L. jette un anathème exclusif contre tout «mariage» avec des marxistes.

C'est alors enfin que le *Mouvement anarchiste,* sortant de ses complexes, pourra reprendre au sein du Mouvement ouvrier la place et le prestige qu'il a perdu depuis la première internationale.

Mais il n'est pas de tâche plus urgente aujourd'hui que de retremper la pensée anarchiste, car il n'y a pas d'organisation révolutionnaire possible sans bases théoriques.

Serge MAHÉ.

L'ANARCHO-SYNDICALISTE REPARAIT!...

Inutile de dissimuler: nous n'avons pas pu assurer une parution régulière de *l'Anarcho-syndicaliste.*

Nos abonnés voudront bien nous en excuser et, espérons-le, continuer à apporter leur soutien à *l'Anarcho-syndicaliste* nouvelle formule.

Pour autant, les anarcho-syndicalistes regroupés dans l'U.A.S. ne sont pas restés inactifs. On peut même affirmer que, durant ces derniers mois, ils ont été au premier rang de tous les combats contre le néo-corporatisme sous toutes ses formes.

C'est ainsi que nos camarades enseignants ont joué un rôle non négligeable dans les actions engagées contre la loi SAVARY et ont pris une part active au travail de clarification dans le syndicalisme enseignant qui a abouti à une rupture dans la F.E.N. dont on peut, d'ores et déjà, affirmer qu'elle constitue une étape importante dans le processus de recomposition du mouvement ouvrier.

Les anarchos-syndicalistes ont également pris une part importante dans le combat contre le *«protocole d'accord sur la flexibilité»* qui, s'il avait été contresigné, aurait sonné le glas du syndicalisme ouvrier indépendant.

Mais les dangers sont loin d'être écartés. La politique ouvertement anti-ouvrière du gouvernement Mauroy-Fiterman, poursuivie, avec opiniâtreté, par FABIUS, a jeté le désarroi dans de larges secteurs de la classe ouvrière.

Et voilà le petit Michel ROCARD qui - par médias interposés - refait surface pour dénoncer le... *«socialisme idéologique»* !!!

En voilà un qui, à défaut d'intelligence, ne manque pas de culot. Dénoncer l'idéologie alors qu'on a été secrétaire général du P.S.U.... faut le faire!

Quant à François Mitterrand (dit François le Pieux), il vient, lors de son périple en Bretagne, de confirmer à la fois son orientation et son caractère (qui ne laisse pas d'être inquiétant).

Aimable jusqu'à la platitude à l'égard des maires de *«droite»* (qui lui rendent bien!!! Ah le beau monde que voilà!), haineux avec les travailleurs qui, lorsqu'ils défendent leur droit à la vie, *«racontent des sornettes»*... Tel fut le Président de la Vème République à la recherche d'un impossible consensus (avec la classe ouvrière).

Malgré tout, çà et là, la classe ouvrière reprend l'offensive et on assiste à des actes de débordements que, comme toujours, les staliniens s'efforcent de contrôler et de dévoyer.

Dans une telle conjoncture, les anarcho-syndicalistes ont, avec les autres courants ouvriers, un rôle irremplaçable à jouer.

Parés de toute ambition personnelle, allergiques à toutes les idéologies mystificatrices, ils sont pleinement

et en permanence ce que d'autres ne sont, trop souvent hélas, ou occasionnellement: des hommes fidèles à leur classe et déterminés à défendre les libertés, toutes les libertés!

Voilà pourquoi il convient de saluer la reparution de l'*Anarcho-syndicaliste*...

Voilà pourquoi l'*Union des Anarchos-Syndicalistes* sait pouvoir compter sur l'appui de tous les courants du mouvement ouvrier.

Alexandre HÉBERT.

PROPAGANDA STAFFEL: L'AXE GATTAZ-BÉRÉGOVOY...

L'émission télévisée *«L'Enjeu»* du 12 septembre a été une nouvelle occasion pour le patronat, représenté en l'occurrence par Yvon GATTAZ, de lancer une offensive contre le SMIC. L'acrimonie patronale à l'égard du salaire minimum n'est pas récente. L'intérêt des travailleurs étant de maintenir et de tirer vers le haut le niveau des salaires et celui des patrons de le réduire, on ne pouvait s'étonner d'entendre le C.N.P.F. exhorter à la remise en cause du SMIC au nom de la fragilité financière des entreprises. GATTAZ propose en conséquence - la décentralisation n'est-elle pas aujourd'hui à l'honneur grâce à nos politiciens socialistes? - que le salaire minimum soit *«aménagé»* en fonction des situations locales ou régionales. Peu importe que le coût de la vie soit partout aussi élevé pour les salariés, alors que par ailleurs une récente étude de la Dresdner Bank révèle - ou plutôt confirme - que le coût salarial en France est un des plus faibles des pays industrialisés occidentaux.

«L'aménagement» du SMIC impliquerait une dérogation à la loi du 10 février 1950 instituant un minimum salarial interprofessionnel.

Co-participant de l'émission, Bérégovoy n'a pas osé publiquement frapper dans le dos les travailleurs, tel Jean Auroux ressortant une vieille loi pour interdire l'échelle mobile des salaires: le Ministre de l'Économie s'est défendu d'envisager une remise en cause du SMIC. La méfiance ouvrière à l'égard des menteurs et des usurpateurs devra jouer ici à plein. Car en tant qu'ancien *Ministre des Affaires Sociales et de la Solidarité Nationale*, Bérégovoy connait bien la loi Auroux du 13 novembre 1982 portant obligation de négocier annuellement les salaires au niveau de l'entreprise. Il sait aussi parfaitement, en tant qu'auteur des successives circulaires d'application, qu'au nom de la *«prise en compte de la variété des situations des entreprises»,* il existe des possibilités de déroger à des dispositions législatives, réglementaires ou conventionnelles. Des possibilités qui pourraient encore être élargies là où localement la compétitivité des entreprises l'exigerait. La mystique décentralisatrice qui hante les Ministères soumet les travailleurs à des dangers très concrets: des droits différents d'une région à l'autre, d'un *«bassin d'emplois»* à l'autre.

Beaucoup plus direct, GATTAZ, ne se serait-il pas inspiré, sinon dans la lettre tout au moins dans l'esprit, de la *Charte du travail,* promulguée par Vichy le 4 octobre 1941, et plus précisément des articles 54 et 55. L'article 54 prévoyait en effet *«qu'un salaire minimum vital est perçu par tous les salariés»,* qui *«varie suivant les lieux d'emploi et le coût local de la vie»*; l'article 55 précisait que *«le salaire minimum vital (...) est arrêté par région, département ou localité»*. Le même GATTAZ, devait déclarer un peu plus tard que la flexibilité *«permet le consensus social, la communauté d'objectifs et d'intérêts»*, processus inéluctable *«que les syndicats le veuillent ou non»*. Et de conclure sa tirade: *«c'est cela le nouveau consensus social»*. Force est de rapprocher cette *«communauté d'objectifs et d'intérêts»* de *«l'intérêt professionnel commun»* mis en avant par René Belin, *Secrétaire d'État au Travail* de Pétain.

Le corporatisme, qui ambitionne de mettre un terme à la lutte des classes mais non à l'exploitation capitaliste - la lutte des classes n'est d'ailleurss pas un postulat idéologique mais la résultante de l'exploitation et du salariat - refait donc surface.

Or, les tentatives corporatistes d'organisation de l'économie et de la société ne faisaient que répondre aux besoins des classes dirigeantes pour surmonter les crises, en balayant la démocratie et les aspirations ouvrières. L'*«Union nationale»* prônée aujourd'hui par le patronat et le gouvernement ne fait pas entorse à la règle: elle correspond elle aussi à des crises, institutionnelles et de restructurations industrielles, contre les conséquences desquelles les travailleurs ont à se battre.

B. ROUSSELOT

LIBRE PENSÉE...

Les délégués des Fédérations départementales de la LIBRE PENSÉE se sont réunis en Congrès National en août 85 à Colomiers, Toulouse.

Composée d'adhérents appartenant à ce qu'il est convenu d'appeler *«diverses sensibilités de gauche et d'extrême gauche»* le Congrès n'a pas échappé aux discussions qui animent les milieux *«laïques»* traditionnels.

Mais le ciment qui rassemble les libre-penseurs, c'est-à-dire l'anticléricalisme, la lutte contre toutes les religions, la défense inconditionnelle de la laïcité de l'école et de l'État, a permis de surmonter les divergences secondaires, car il s'agit de faire bloc contre les dérives antilaïques et contre la pénétratrion du catholicisme social dans tous les rouages de la Société.

Les deux résolutions adoptées par le Congrès, que nous publions, démontrent que la LIBRE PENSÉE n'est pas prête de se *«recentrer».*

Les Anarcho-Syndicalistes s'en félicitent et assurent les libres penseurs de leur sympathie agissante.

RÉSOLUTION LAÏQUE

Le Congrès de la LIBRE PENSÉE constate que la série de reniements anti-laïques que nous subissons depuis 1981 aboutit à conforter en les aggravant les lois Guermeur-Debré tendant à réinsérer les églises dans la république.

Dans cette situation d'offensive anti-laïque généralisée, le congrès fidèle à ses mandats précédents, réaffirme la nécessité de la laïcité de l'état et de l'école comme un des fondements de la démocratie politique.

La religion doit rester une affaire privée, il n'y a pas de compromis possible entre les églises et l'état. De même, l'état ne devant salarier ni subventionner aucun culte les fonds publics doivent être exclusivement réservés à l'école publique laïque.

La politique de décentralisation mise en œuvre par le gouvernement dès 1981 est, dit un dignitaire de l'Église catholique «conforme au principe de subsidiarité de l'Église». D'ailleurs ne voit-on pas, les possibilités offertes aux diverses associations de toutes obédiences à s'intégrer à la vie des établissements scolaires et de la fonction publique en général, portant ainsi gravement atteinte à l'indépendance donc à la laïcité des services publics.

Les dispositions de la loi de décentralisation remettent en cause l'égalité des citoyens devant la loi, permettent aux élus locaux de mettre à la disposition des associations, locaux et moyens des écoles publiques. Elles sapent les fondements des grandes lois laïques de 1882-1886. Ainsi, par exemple, la loi du 5 juin 1985 soumet-elle l'ouverture d'une école publique laïque à la notion de «besoin scolaire reconnu», pilier de la loi Debré, soumettant ainsi le service public au bon vouloir des majorités politiques locales. A cet égard, le triste exemple d'ANDREZE est appelé à se multiplier.

Le Congrès estime que ces dispositions qui établissent une parité du public et du privé, présentent le risque très grave d'une généralisation du statut scolaire d'exception d'Alsace-Moselle dont il demande l'abolition. Par ailleurs, il dénonce l'absence de D.D.E.N. dans ces départements et exige leur mise en place.

La LIBRE PENSÉE rappelle sa condamnation de l'introduction du patronat et de l'armée au sein du système scolaire public par le biais des jumelages École-Entreprise et du protocole Hernu-Savary.

Face à cette situation, la LIBRE PENSÉE, forte du fait qu'elle n'a jamais abdiqué ses principes et s'appuyant sur la condition laïque de ce pays, appelle tous les laïques à rejoindre ses rangs pour agir afin que la liberté de conscience soit effective dans tous les domaines de la vie publique.

RÉSOLUTION SUR LA F.C.P.E.

En son congrès de 1984, la LIBRE PENSÉE avait analysé les conséquences désastreuses de l'infiltration du catholicisme social dans les partis, syndicats et organisations se réclamant de la laïcité.

Depuis, un représentant de la LIBRE PENSÉE, invité à un colloque convoqué par la F.C.P.E. a constaté avec stupeur qu'à la tribune siégeaient les représentants des cultes.

De même, en vue de la constitution d'une fédération européenne des parents d'élèves, la F.C.P.E. a siégé à MILAN les 27, 28 et 29 avril 1985 au côté des associations privées et notamment l'U.N.A.P.E.L.

Le Congrès attire l'attention des laïques sur ces questions car ces faits ne sont pas isolés. En effet, ils représentent, d'une certaine manière, l'aboutissement d'un cours qu'il convient de caractériser comme une dérive anti-laïque.

Chacun a pu prendre connaissance au rapport soumis au Congrès National de la F.C.P.E. On a ainsi pu y lire que la Direction proposait aux parents d'élèves ainsi qu'à tout le mouvement laïque et démocratique un véritable projet de société d'inspiration néo-corporatiste.

Elle s'assignait pour but *«un travail sur les mentalités des enseignants de l'Administration, des collectivités locales des parents d'élèves».* Elle sommait *«les mouvements (partis, syndicats, associations) de formuler des propositions d'organisation de nouveaux rapports avec les pouvoirs publics selon des formules diverses: participation, cogestion, gestion tripartite».*

Ainsi se trouvaient formulées, pour la première fois, dans les termes d'un nouveau régime politique «se substituant» à la démocratie représentative, les conséquences des mesures actuelles de décentralisation.

Décentralisation et gestion tripartite ont été dénoncées par les derniers Congrès de la Libre Pensée.

Jean ANDRIEU a précisé sa pensée dans une interview accordée en novembre 1982 au Journal Officiel de la hiérarchie catholique, «La Vie»: «L'École Publique laïque, dans un excès de prudence et de neutralisme, au temps où il fallait sans doute dédramatiser, a refusé, d'une certaine façon d'affronter l'éducation véritable des choix et a récusé la place du témoignage religieux, politique, philosophique. C'est une lâcheté institutionnelle que je regrette profondément».

C'est là l'expression la plus claire d'une totale soumission à la logique anti-laïque des institutions de la 5ème République, régime du coup d'état permanent, condamnées, à l'époque, par tous ceux qui, comme les Libres Penseurs, se réclament de la Démocratie.

La Libre Pensée déclare solennellement qu'elle condamne sans réserves ces graves atteintes à la laïcité de l'école et de l'État et décide de proposer ces éléments à la réflexion de tous les laïques.

DÉMOCRATIE OUVRIÈRE...

Il paraît que le syndicat des correcteurs C.G.T. de la région parisienne n'est pas un syndicat comme les autres au sein de la C.G.T. Il paraît que s'y rencontrent entr'autres des libertaires, des syndicalistes se réclamant haut et fort de la Charte d'AMIENS.

On nous a même expliqué pendant très longtemps, que ce syndicat échappait au contrôle stalinien de la F.F.T.L. grâce à une pratique authentique de la démocratie ouvrière...

Je suppose donc que ces camarades ne sont pas informés des ennuis arrivés à Mme DIARRA, correctrice, employée depuis 1976 à l'imprimerie de la Presse - 16, rue du Croissant à PARIS.

Selon les informations diffusées par le Syndicat F.O. de la presse parisienne, Mme DIARRA démissionne en 1984 de la C.G.T. et adhère à F.O.

Depuis, et malgré son ancienneté, elle n'a pu être affectée à un horaire de travail fixe le matin, seul compatible pourtant avec ces charges de famille (elle élève seule ses deux enfants).

Il ne lui a pas été possible d'obtenir de la part de son employeur, M. Bruno BERTHEZ, PDG de l'*Imprimerie de la Presse*, une notification claire d'un élément constitutif de son contrat de travail, à savoir son horaire.

Il lui a été déclaré par le délégué C.G.T. des correcteurs, M. PRIM, que son horaire devait être fixé par la C.G.T.

Voilà la situation et chacun peut comprendre à quel point elle est aberrante: d'un côté l'employeur se refuse à assumer la responsabilité qui est la sienne de fixer les horaires; de l'autre côté le syndicat C.G.T. qui devrait être le contre-poids de l'arbitraire et qui a le pouvoir extravagant de décider en lieu et place du patron, contre ce que l'intéressée, la mieux placée, juge contraire à son intérêt.

Toujours selon les informations publiées par les camarades F.O., et les compte rendus de la presse, «de violents incidents qui ont fait plusieurs blessés, ont opposé vendredi, rue du Croissant (2ème arrondissement), devant l'*Imprimerie de la Presse,* des ouvriers C.G.T. à des militants F.O. venus prendre fait et cause pour une correctrice qui a changé d'affiliation pour obtenir satisfaction sur certaines de ses revendications. Une première diffusion de tracts F.O., à 8 heures du matin, s'élevant contre ce que l'organisation syndicale considère

comme une *"tentative d'interdiction professionnelle"*, s'est déroulée sans incident. Mais à 15 heures, un barrage s'est installé devant l'atelier pour interdire la distribution de ces tracts.

Dans l'affrontement qui a suivi, François BOUSSEL, secrétaire général du *Syndicat F.O. des Journalistes,* a été molesté. A l'issue de ces premiers affrontements, le secrétaire F.O. qui souffre de contusions multiples a obtenu un arrêt de travail de 10 jours. Il a porté plainte pour coups et blessures.

Jacques GIROD, secrétaire général du *Syndicat F.O. des employés de presse et de publicité,* Claude JENET, Secrétaire confédéral, deux délégués F.O. des NMPP ont également été jetés à terre, et ont vu leurs tracts déchirés. Cette scène se déroulait devant les cyclistes des NMPP qui attendaient la sortie de *"La Tribune".* Ceux-ci, affiliés à F.O., ont refusé de prendre les paquets "tant que la diffusion des tracts serait interdite.

La police s'est rendue sur place, mais de nouveaux affrontements reprenaient vers 18h45 entre éléments C.G.T. et F.O., ces derniers étant, selon les dépositions *"pourchassés par des hommes armés de barres de fer et munis de bombes lacrymogènes"*. Un nouveau manifestant F.O. est blessé aux yeux à cette occasion et devait recevoir des soins dans une pharmacie de la rue Montmartre où il avait trouvé refuge. Ce manifestant a également obtenu un arrêt de travail de 10 jours.

Nous attendions les protestations indignées de nos valeureux contestataires, opposants, soi-disants syndicalistes indépendants du *Syndicat des correcteurs C.G.T. de la région parisienne.*

Accordons-leur encore, au bénéfice du doute, qu'ils ne sont pas au courant... S'ils ne le sont pas, il n'est jamais trop tard pour bien faire et remettre leur pendule à l'heure.

S'ils sont au courant, et que leur silence persiste, nous en tirerons les conclusions qui s'imposent sur la différence qui existe entre les grandes déclarations de principe et les comportements concrets face à la réalité de faits précis qui sont une atteinte inacceptable à la démocratie ouvrière.

J. SALAMERO

AUTOUR DES ÉVÉNEMENTS DE DUBIGEON A NANTES; ANARCHISTE :OUI, POUR LE MOUVEMENT OUVRIER...

De JOSPIN à MITTERRAND, en passant par MAUROY, avec Monsieur BARRE de la Tricontinentale et du FMI, chacun se dispose, pour la prise du pouvoir dans le cadre des institutions issues du coup d'état gaulliste de 1958. De gauche comme de droite, TOUT LE MONDE tremble sur les conséquences de la remise en cause des institutions gaullistes de 1958. Nul n'est dupe.

Les millions de voix ouvrières qui s'abstiennent, démontrent le rejet des illusions parlementaristes. Ceci est confirmé par le résultat de toutes élections partielles depuis plusieurs mois. Dans le même temps, les abstentions sur les partis PS/PC qui ont été investis par les travailleurs en 1981, démontrent que la classe ouvrière inscrit à son ordre du jour l'action directe. Les anarcho-syndicalistes savent que leur intervention ne peut être indépendante du mouvement de la classe lui-même.

C'est pourquoi ils font la différence entre les actions du commando CGT/PCF, style SKF, les réunions tripartites, PS/gouvernement acceptées par le PCF, et les débordements qui en résultent. Ce qui s'est passé chez DUBIGEON est une illustration.

Il y a 3 semaines, les travailleurs de DUBIGEON affrontaient les CRS au siège de la Préfecture. C'était un débordement dans le même temps où les travailleurs de CIOTAT étaient en grève totale pour le droit, et que ceux de DUNKERQUE, après les affrontements de LILLE où siège MAUROY, continuaient de s'affronter à l'appareil d'État.

Il est évident que notamment le PCF via la CGT, le PS via la CFDT, entendaient empêcher toute jonction des travailleurs pour la grève totale des travailleurs de la Navale.

Pour les anarcho-syndicalistes, la preuve est une fois de plus faite que l'indépendance du syndicat est une question primordiale.

En effet, comment peut-on expliquer les magouilles CGT/CFDT, sinon que comme courroie de transmission du gouvernement et des partis auxquels ils sont directement sujets.

S'il faut pour la compréhension, un exemple supplémentaire, regardons les événements chez DUBIGEON.

Il y a trois semaines, les députés du *Parti Socialiste,* dont Alain CHENARD, sont allés prendre la parole devant les travailleurs de DUBIGEON pour leur expliquer que leur réunion tripartite était une solution à leurs problèmes. Ceci a pu faire illusion!

Sur le fond, la réunion tripartite n'était qu'une opération politique du gouvernement, approuvée par la CGT et la CFDT, pour *«casser»* le débordement ouvrier à la préfecture qui s'était produit, et faire en sorte que le plan LENGAGNE, décidé en commun par les ministres socialistes et communistes, approuvé par la majorité parlementaire du PS et du PC, puisse s'appliquer. Dans le même temps, ceux-là mêmes, c'est à dire les députés socialistes de Loire-Atlantique, se sont déclarés consternés par les mesures prises, et dans le même temps l'organisation CGT proposait des grèves tournantes et les élus communistes dénonçaient le gouvernement. Belle famille.

Il faut sauvegarder l'héritage des institutions en divisant politiquement les travailleurs entre eux. La classe ouvrière est victime de ces manipulations. Mais la classe ouvrière reste la classe ouvrière. Aux actions commando de KRASUCKI, elle répond par le débordement, dans le même temps où électoralement, dans toutes les élections partielles, elle condamne la politique du PS et du PC. Chez DUBIGEON, les choses sont claires. Le tripartisme (CGT/CFDT-PC/PS-Gouvernement) a confirmé et accentué les licenciements. Face aux grèves tournantes du PC, et à la défense du gouvernement de la CFDT/PS, les travailleurs ont réagi.

Personne ne peut condamner qu'ils se soient d'abord affrontés aux CRS mis en place par la Préfecture. De même que personne ne peut condammer l'affrontement avec le Patronat dans les bureaux. La colère ouvrière est justifiée. Ce qui ne l'est pas, c'est la politique du PCF et du PS, qui via la CGT et la CFDT, entendent enfermer les travailleurs de DUBIGEON dans les quatres coins de l'atelier.

Réfléchissons un peu: deux heures de grève tournante par atelier peuvent-ils un seul instant faire céder le plan LENGAGNE, décidé conjointement par les ministres socialistes, communistes, députés du PS et du PC.

Nul ne s'y trompe, ce n'est pas le fait que les députés socialistes, dont Alain CHENARD, soient consternés, qui changera la politique gouvernemental. Nul n'est dupe.

Ce ne sont pas les grèves tournantes par atelier, décidées par les partis PS et PCF qui remettront en cause la politique du gouvernement. L'action de classe est à l'ordre du jour:

- 1 mois de grève totale à la CIOTAT pour la remise en cause des douches,
- grève et affrontement à DUNKERQUE contre les licenciements,
- manifestation de DUBIGEON contre les licenciements,
- occupation chez RENAULT pour l'augmentation des salaires.

Tout ceci est le signe que la classe ouvrière sur son propre terrain essaie et combat pour réaliser l'unité des organisations pour la grève totale de toute la classe ouvrière.

Personne ne peut dire aujourd'hui quelle sera la suite des événements d'ici les élections politiques de mars 1986.

Une chose est claire: les événements politiques et sociaux posent, dans toute leur dimension, le problème de la démocratie, c'est à dire le droit aux classes sociales, principalement la classe ouvrière, de s'exprimer, de s'organiser, pour qu'elle puisse rester une classe historique, ayant son rôle à jouer.

De ce point de vue, les anarcho-syndicalistes, en gardant leurs principes, ne peuvent rester indifférents aux tentatives de regroupement de militants ouvriers sur leur terrain de classe pour organiser une représentation politique ouvrière, face à la capitulation sans nom du PS et du PCF.

Ils doivent s'inscrire dans le combat mené par le militants de toute tendance qui estiment nécessaire le regroupement contre le néo-socialisme.

En défendant l'indépendance programmatique du mouvement anarchiste, en prenant place dans la recomposition du mouvement ouvrier, avec leur propre visage, les anarchistes seront partie prenante de la défense de la démocratie.

BRIGITTE.

VICTOR HUGO RACONTÉ PAR ADÈLE HUGO (Aux Éditions Plon)

Voilà le plus singulier sans doute des ouvrages parus cette année, à l'occasion de l'anniversaire de la mort de Victor Hugo.

Une biographie, mais aussi un morceau de littérature à sa manière que celle proposée, par un auteur qui connaît le sujet, puisque c'est la propre épouse du poète.

Au passage, une réhabilitation du père de Victor Hugo, le général, qui en avait besoin, depuis que Geneviève Dormann *(Le Roman de Sophie Trébuchet)* l'avait largement et injustement brocardé.

A côté de la biographie, c'est toute l'histoire des grands romans de l'auteur qui est racontée ici. La genèse de la *«fabrication»* de *Notre-Dame de Paris*, ou des *Misérables.* Car, ce qui compte, dès lors que l'on s'intéresse à un écrivain, c'est moins sa vie que la façon dont il a pensé ses œuvres. De la façon avec laquelle il les a travaillées. Cela, Adèle Hugo nous le retrace fidèlement. Il faut dire qu'elle était aux premières loges.

Victor Hugo était aussi inséparable de l'Histoire. De celle qu'il a vécue, de celle à laquelle il a participé, milité, contre laquelle il s'est révolté. Il ne pouvait être indifférent aux événements, riches en rebondissements, d'un période fertile en mutations politiques. Toujours sincère même quand il se trompait, il marquait pour longtemps d'un coup de plume sans appel les personnages de la *Condition humaine* du haut de son écritoire.

Pareillement, il sut se faire respecter de ses adversaires et de ses pairs en littérature. Ce qui n'est pas facile dans la corporation.

Chateaubriand lui-même était payé pour le savoir. Lorsqu'il sortit *Atala,* les plaisants firent de ce titre... *Alala.* Tout un programme d'ironie.

Même, s'il vaut mieux pour l'opinion imprimer la légende, plutôt que la vérité, cet ouvrage de vérité sur Hugo vaut toutes les légendes, celle des siècles y compris.

CENTENAIRE DE LA MORT DE VICTOR HUGO - 22 mai 1885:

Il est mort, on l'injurie encore...

«L'Intransigeant», le 25 mai 1885:

Un incident s'est produit chez le restaurateur Hour, à la gare Saint-Lazare, vers 1 heure. Un individu (problamement un clérical) s'est pris de querelle avec un individu prétendant que, Victor Hugo ayant eu des maîtresses, on devrait l'*«enterrer comme un chien»* (sic). Une bousculade épouvantable a suivi. Le monsieur extraordinairement pudibond, apostrophé par tout le monde, répondit par des invectives. Il reçut alors une correction qu'il n'avait pas volée. Finalement, la police arriva et le ridicule auteur de l'incident s'enfuit par une porte dérobée sous la protection du patron...

Le point de vue des catholiques par l'abbé Vidieu:

L'*Assemblée générale des catholiques* proteste contre l'injure faite à Dieu, à Sainte Geneviève, patronne de Paris, à la France catholique, par le décret sacrilège et audacieusement arbitraire du 27 mai 1885, qui a enlevé à l'église Sainte-Geneviève sa destination première et sacrée, pour faire le temple des idoles républicaines.

Léon Bloy:

Il eût été si facile, pourtant, et si simple de faire la levée de ce cadavre à coups de soulier, de le lier par les pieds avec des câbles de trois kilomètres et d'y atteler dix milles hommes, qui l'eussent traîner dans Paris, en chantant *la Marseillaise* ou *Derrière l'omnibus,* jusqu'à ce que chaque pavé, chaque saillie de trottoir, chaque balustre d'urinoir public eût hérité de son lambeau, pour le régal des cochons errants!

«La Croix», le 23 mai 1885:

Victor Hugo est mort à 1 h 35. Il fut le plus grand poète de notre siècle. Il était fou depuis plus de trente ans. Que la folie lui serve d'excuse devant Dieu. Plaignons ceux qui vont lui décerner l'apothéose et prions pour lui.

Paul Lafargue (le gendre de Marx):

Hugo fut bourgeois jusque dans la moindre de ses actions.

Edmond de Goncourt:

Cette kermesse me dégoûte; je ne m'y suis pas mêlé. Il me semble que la population parisienne a remplacé la promenade du *Bœuf gras* par les funérailles de Hugo.

«Le Temps», 2 juin 1885:

Onze chars à quatre chevaux chargés de couronnes, où toutes les fleurs que connaît la botanique ont été mises à contribution. Ils sont éclatants, ces onze chars, avec cette prodigieuse moisson qui a dû dépouiller tous les jardins des environs de Paris, et du plus loin qu'on les aperçoit, ils attirent les gens.

ORIGINE DES ESPÈCES: TARZAN, PAS CONTENT!...

On sait que l'homme-singe (rendu formidablement et mondialement célèbre par Edgar Rice Burroughs, écrivain saxon) était un bébé abandonné dans la jungle africaine, par ses parents. Il fut élevé par des gorilles, formé par un orang-outang, entraîné par un gibbon et séduisit une guenon chimpanzé. Il s'appelait TARZAN.

Il appréciait médiocrement qu'on l'appelât justement *l'homme-singe,* car il était enfant de Dieu, mais comble du paradoxe il se fit une raison.

Quelques livres d'images firent de sa vie de sous-développé de bougre d'enfant de Dieu une légende, et lui qui ne descendait jamais des arbres, tomba dans les limbes.

Or, voilà que nous apparaît, aux éditions *Complexe,* un opuscule intitulé *«Le procès du singe»* de Gordon Golding. Et sous ce titre, où perce l'humour on découvre le tonitruant procès qui eut lieu aux États-Unis, en 1925, et au pays des quakers, opposant la Bible à Charles Darwin.

Événement qui fit grand bruit, mais l'Histoire ne retint qu'une naissance célèbre qui se produisit la même année: le Charleston, une manière de danse...

Mil neuf cent vingt cinq! Toute l'Amérique est conviée à assister au procès du Siècle. Dans la petite ville de Dayton, un professeur de Sciences Naturelles est jugé, pour avoir enseigné aux écoliers du patelin que *«l'homme descend du singe».*

Programme anti-biblique et anti-chrétien. Et surtout illégal dans l'État du Tenessee où professe l'accusé.

Ce petit ouvrage vient à point nommé puisqu'en cette fin de millénaire, les thèses de l'évolution sont plus

que jamais battues en brèche, contestées alors que mythes et croyances gourouesques reprennent si l'on ose dire, du poil de la bête... singe excepté bien entendu.

Quoi qu'il en soit, le petit village de Dayton vit un moment exceptionnel. Toute la presse est là. Des milliers de gens viennent des autres états de l'Amérique. On construit des hôtels, des salles de jeux. Des transports spéciaux sont affrétés. La célèbre *«Western Union»* déplace ses rails pour emmener les voyageurs assister - on l'espère bien - à la condamnation d'un... Singe en été...

Il y a là Darrow célèbre avocat de la défense du petit prof scandaleux, il y a là Bryan à l'accusation, qui compte bien faire appliquer sévèrement la *Loi du Seigneur.*

Mais au-delà des allures de grand cirque que prend ce jugement et à travers les péripéties du spectacle judiciaire, la vraie question est évidente: Faut-il enseigner dans les écoles publiques la vérité scientifique ou un mythe collectif jugé *«bon»* pour la communauté.

Aujourd'hui, en FRANCE, on est fort heureusement à l'abri de ce type de parodie de justice en cinémascope, l'Éducation Nationale faisant l'impossible, sous les coups répétés de ses ministres successifs et des évêques, pour fondre en une seule communauté, écoles publiques et confessionnelles.

Les singes n'ont qu'à bien se tenir à VINCENNES ou ailleurs...

«Dieu ou le gorille». Il faut choisir...

Tout ce bruit avec la sortie de ce livre, a réveillé - il fallait s'y attendre - TARZAN tout en haut de son séquoïa. C'est qu'il est la charnière en quelque sorte entre l'homme et l'animal duquel il descend. D'ici à ce qu'on le fasse témoigner!...

D'où son ire et ses protestations. Son cri célèbre - celui des grands singes - retentit ex-Africa, plus fort que celui de Kahdafi ou de Bokassa. Il avait pourtant mit un écriteau, sur le tronc de arbre, à l'attention de la science: *«Ne pas déranger».*

TARZAN pas content! Les curés non plus. Mais lui est plus mal placé. Il est entre les deux, entre le chimpanzé et l'homo-sapiens.

Comme tous les métis, il n'a pas fini d'en baver.

Joël BONNEMAISON.

«LE PROCÈS DU SINGE» de Gordon GOLDING aux éditions COMPLEXE. On peut se procurer ce livre en le demandant à l'Anarcho-Syndicaliste. Tant qu'on y est, il est à signaler la sortie de l'autobiographie de DARWIN (superbe) aux éditions Belin, 8 rue Féron 75006 PARIS.

L'ANARCHO-SYNDICALISTE
Organe de l'Union des Anarcho-Syndicalistes
N° commission paritaire: 63 485.
Abonnement 1 an: 125fr.
Directeur de publication: A. HEBERT
Secrétaire de rédaction: Joël BONNEMAISON.